ARCHIVES DE PARIS

Société du Chemin de Fer Industriel
(CFI)

**Administration et activités
(1884-1993)**

D26J 1 à 61

Répertoire numérique détaillé
établi par Élisabeth HÉLY
sous la direction de Laurent VEYSSIÈRE

Juin 2007

Délai de communicabilité :

Articles 1, 7-24, 26-38, 40-43, 51-61 : communicables immédiatement.

Articles 2-6, 19, 39, 44-47, 49 : communicables passé un délai de 60 ans à compter de la date du document.

Articles 25 et 48 : communicables passé un délai de 100 ans à compter de la date de l'acte ou de la clôture du dossier.

Articles 50 : communicable passé un délai de 150 ans à compter de la date de naissance de l'intéressé.

INTRODUCTION

LA PLAINE-SAINT-DENIS ET LA SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER INDUSTRIEL : ORIGINES ET DÉVELOPPEMENT D'UNE ZONE INDUSTRIELLE AU NORD DE PARIS.

Le décret impérial du 16 juin 1859

Le décret impérial du 16 juin 1859 est à l'origine de l'agrandissement de Paris, dont les limites étaient jusqu'alors cantonnées à l'enceinte des fermiers généraux, construite sous Louis XVI de 1784 à 1787, afin d'assurer le contrôle des entrées et des sorties de marchandises en prélevant des droits d'octroi.

À l'extérieur de cette enceinte existaient plusieurs villages : La Villette, Belleville, Ménilmontant, Charonne, Bercy, Austerlitz, Vaugirard, Passy, Batignolles, Montmartre et le village de La Chapelle, lequel jouxtait Paris dans sa partie sud au droit de ce qui constitue actuellement les boulevards de Rochechouart et de La Chapelle. De 1841 à 1845, le gouvernement de Thiers avait fait édifier autour des villages susnommés une nouvelle enceinte de protection de Paris. Ces fortifications, qui furent arasées dans les années 1920-1930, coupaient le village de La Chapelle en deux parties. C'est ainsi que le décret de 1859, qui annexe à Paris tous les territoires situés à l'intérieur des fortifications, assimile à la capitale la partie sud de La Chapelle qui devint alors le 18^e arrondissement, tandis que Saint-Denis, Saint-Ouen et Aubervilliers, au nord de La Chapelle, restent des territoires de la proche couronne parisienne.

La Plaine-Saint-Denis, essor et mutations à la fin du XIX^e siècle

À de rares exceptions, ce territoire était, avant 1860, essentiellement composé de terres giboyeuses et d'une vaste plaine où l'on cultivait céréales, vignes et divers produits maraîchers destinés à l'approvisionnement des Parisiens. Ces terres agricoles vont rapidement céder la place aux usines et entrepôts, répondant aux besoins d'une conjoncture économique et industrielle.

Il semble déjà que l'avènement et les évolutions du machinisme industriel firent quitter à de nombreux artisans le Paris intra-muros trop confiné. La seconde moitié du XIX^e siècle se caractérise par un exode massif des industries vers des terrains bon marché, situés aux abords de la capitale et qui présentaient en outre l'avantage d'être affranchis des droits à verser à l'octroi parisien pour l'approvisionnement ou l'écoulement des produits. À cela s'ajoutent encore la présence d'une nappe phréatique, située à faible profondeur, pouvant fournir de l'eau pour les machines à vapeur, ainsi que la situation géographique de La Plaine-Saint-Denis par rapport à Paris. En effet, les vents dominants, soufflant généralement de l'ouest, garantissent que les fumées des usines ne pollueront pas la capitale, ce qui avait vraisemblablement facilité certaines autorisations administratives.

Enfin et surtout, il faut souligner la présence du canal et du chemin de fer, qui offraient une alternative des plus séduisantes aux transports terrestres encore limités à l'époque aux charrois hippomobiles. Le canal de Saint-Denis assurait depuis 1825 la

réception de produits pondéreux et avait notamment permis l'installation de la Manufacture des Glaces de Saint-Gobain-Chauny-Cirey. Quant au chemin de fer, il se manifeste dès 1844 par l'implantation d'une ligne reliant la Gare du Nord à la Belgique, bien qu'aucune gare ne vienne dans un premier temps desservir la plaine. Il faut attendre 1873 pour que la gare de la Chapelle-Annexe soit construite, pour assurer la réception de marchandises lourdes et encombrantes. En 1876 sont ensuite édifiées une grande gare marchandises, qui existe encore partiellement sur l'avenue Wilson, et une gare voyageurs, nommée La-Plaine-Tramway, du nom du train-tramway qui liait la gare du Nord à Saint-Denis. La création de ces deux gares par la Compagnie du Nord a largement contribué à l'essor industriel de La Plaine-Saint-Denis, en suscitant notamment l'intérêt de deux grandes sociétés. Il s'agit d'abord de la Compagnie des Entrepôts et des Magasins Généraux de Paris (EMGP), dont les possessions s'étendaient sur de grandes surfaces de la plaine, mais également sur Aubervilliers et Paris. Son activité était fondée sur la construction d'entrepôts, servant au stockage de denrées alimentaires pour lesquelles elle était habilitée à délivrer des warrants. Les EMGP avaient fait construire le pont Hainguerlot afin de relier leurs entrepôts au Chemin de Fer du Nord et disposaient par ailleurs de raccordements au réseau ferré de la petite ceinture parisienne et aux lignes du Chemin de Fer de l'Est. Enfin, un réseau ferroviaire intérieur venait desservir tous ses bâtiments.

L'autre société qui participe à la transformation industrielle de La Plaine-Saint-Denis fut le Chemin de Fer Industriel (CFI).

Historique de la Compagnie du Chemin de Fer Industriel

À la fin des années 1860, deux entrepreneurs décident de s'associer pour s'établir dans la construction d'immeubles et de bâtiments. Il s'agit de Monsieur Civet, tailleur de pierres qui possédait des carrières dans l'Oise, et de Monsieur Riffaud, entrepreneur de maçonnerie. Leur première acquisition était un terrain de 4 hectares, situé entre la rue des Fillettes et l'avenue de Paris, devenu depuis les 122, 124 et 126, avenue Wilson et qui demeurent, jusqu'à son démantèlement, le siège de la Société du Chemin de Fer Industriel. Ce terrain leur permettait de recevoir des blocs de pierre, transportés depuis les carrières de Saint-Maximin et de Saint-Wast sur des fardiers tirés par des chevaux. Ces pierres, débitées et taillées dans le chantier de la société, répondaient à une demande accrue, consécutive à la réalisation du plan de restructuration des rues de Paris par le Baron Haussmann, et avaient notamment permis l'édification de monuments tels que le Sacré-Cœur, la Gare de l'Est, ainsi que de nombreux immeubles de la rue de Maubeuge ou encore de la rue Lafayette.

Rapidement, les deux entrepreneurs souhaitent s'affranchir de la contrainte d'un approvisionnement par chevaux. Leur chantier, situé à près de 200 mètres des lignes du Chemin de Fer du Nord, ne pouvait se prêter à un raccordement à la voie ferrée de cette compagnie. Ils négocient donc une bande de terrain de 5 mètres de largeur et obtiennent une autorisation de la ville de Saint-Denis pour implanter une voie ferrée à niveau sur la chaussée, qui coupe la ligne du tramway pour faire le trajet entre Saint-Denis et Paris. Le 10 mars 1884, les premiers wagons sont acquis. Dans le même temps, la compagnie de Saint-Gobain se rapproche de la Société Riffaud-Civet pour envisager le prolongement de la voie ferrée jusque dans son usine. Cette association amorce alors une action bien plus entreprenante : une politique de démarchage auprès des agriculteurs encore présents dans La Plaine-Saint-Denis est

lancée et la Société Riffaud-Civet devient propriétaire de plus de 14 hectares supplémentaires à La Plaine-Saint-Denis et à Aubervilliers. Ces nouvelles acquisitions servent à implanter des voies ferrées pour le raccordement d'usines existantes, telles que, à Aubervilliers, les usines Saint-Gobain et Tancrède, fabrique de produits chimiques devenue Kuhlmann par la suite, ainsi que la Société de la Bougie de l'Étoile à La Plaine-Saint-Denis, réputée pour ses bougies et pour ses savons (marque Savon Le Chat).

En approfondissant encore leur campagne de raccordement ferroviaire, les deux entrepreneurs dessinent un véritable réseau de voies ferrées et aliènent les terrains contigus. Des campagnes publicitaires viennent informer les industriels parisiens des possibilités d'implantation et d'agrandissement et ils sont nombreux à louer ou acheter des parcelles de la Société Riffaud-Civet. Leurs usines, raccordées aux réseaux ferroviaire par des systèmes d'aiguillage, voire parfois par des plaques tournantes, transforment ainsi progressivement la rue Proudhon, la rue des Fillettes, la rue de la Montjoie et la rue du Pilier en une zone industrielle essentiellement attachée aux produits métallurgiques et chimiques.

À la mort de M. Civet en 1898, un procès oppose les héritiers des deux entrepreneurs. La famille Riffaud prétendait abusivement détenir des droits de propriété et d'exploitation sur les voies ferrées et le jugement rendu autorise les héritiers de M. Civet à créer le 14 novembre 1898, en qualité d'héritiers indivisibles, la Société du Chemin de Fer Industriel de la Plaine-Saint-Denis et d'Aubervilliers. Ces descendants eurent donc à cœur de continuer l'exploitation et l'extension du Chemin de Fer Industriel ainsi que toutes les opérations s'y rattachant.

En marge de son intense activité ferroviaire et immobilière, la Société du Chemin de Fer Industriel peut encore profiter de l'achalandage par voie fluviale. Un port avait été aménagé à la hauteur de la rue de la Haie Coq et du Pont Tournant, où, à l'aide d'une grue à vapeur, les dockers déchargeaient les péniches dont les marchandises étaient ensuite transbordées dans des wagons et livrées aux portes des usines. Elle avait su de même s'entourer de partenaires professionnels établis dans La Plaine-Saint-Denis. La Compagnie des Magasins Généraux lui fournit une autorisation de raccordement à son réseau ferroviaire, lui-même déjà relié au Chemin de Fer de l'Est. La rapidité des transports en est considérablement améliorée et le trafic se développe de façon sensible : de 25 000 tonnes en 1884, la société atteint 340 000 tonnes de marchandises en 1900.

En 1930, 85 usines et entrepôts y sont reliés. C'est l'âge d'or de la Société du Chemin de Fer Industriel, qui dans sa période d'activité maximale réussit à atteindre les 600 000 tonnes de fret annuel. Toutefois, si le trafic continue de se développer jusque dans les années 1960, le réseau ne s'est en réalité étendu qu'au cours de la Première Guerre mondiale. En effet, pour desservir une usine d'armement de la société Dyle et Bacalan dans la rue du Landy, le Chemin de Fer Industriel avait facilement obtenu l'autorisation administrative d'installer une traversée sur cette rue classée chemin départemental. Peu après la fin du conflit, la voie ferrée est encore prolongée en traversant la rue de la Justice (devenue la rue Cristino Garcia), le chemin du Cornillon, la rue Henri Murger et empruntant le chemin départemental 29bis le long du canal, pour raccorder les installations des Hydrocarbures de Saint-Denis.

Les limites géographiques de la Société du Chemin de Fer Industriel sont donc constituées à La Plaine-Saint-Denis par le côté pair de l'avenue Wilson, la rue Proud'hon, la rue des Gardinoux, la rue de la Haie Coq et par le canal, du pont de Stains au pont Pressenssé.

Le fonctionnement de la Société du Chemin de Fer Industriel

Le Chemin de Fer Industriel exploitait un réseau de 15 kilomètres de voies ferrées, comprenant 13 voies de 200 à 250 mètres chacune et dont le système de desserte des usines comptait environ 150 appareils d'aiguillage.

La gare de La Plaine, qui possédait son propre matériel de traction, livrait sur le chantier du Chemin de Fer Industriel les rames de wagons destinées à ses clients et reprenait les wagons déchargés. Le trafic s'effectuait de façon assez simple ; la rame était dirigée sur une voie spécialement affectée à la réception, puis la locomotive SNCF était décrochée et redescendue sur une voie libre, aiguillée et attelée à une autre rame qui avait été préparée pour retourner en gare. Ce circuit permettait donc à chaque coupe (terme employé dans le jargon ferroviaire pour désigner la rame) d'atteindre les usines réparties sur le vaste territoire desservi par le Chemin de Fer Industriel. Le débranchement était l'opération qui consistait à trier, avec un locotracteur, les wagons de la rame pour les envoyer sur les voies correspondant au secteur géographique des usines auxquels ils étaient destinés. Les tracteurs de livraison conduisaient ensuite les rames à leurs destinataires et si besoin, reprenaient les wagons vides pour les ramener au chantier de la Société.

La traversée de rue se faisait sous la responsabilité du Chemin de Fer Industriel, qui devait notamment veiller à l'arrêt de la circulation automobile et hippomobiles. Cependant, les traversées à niveau des différentes rues faisaient l'objet d'autorisations administratives émanant de différents services : celui des Domaines de l'État pour l'avenue du Président Wilson, la préfecture pour la rue du Landy et le chemin départemental 29bis (actuellement avenue Adrien Agnès et avenue Lucien Lefranc) et les villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers pour les voies communales. Ces autorisations, généralement accordées pour des durées limitées de 5 ans, prévoyaient des redevances annuelles à régler au fisc. Six mois avant l'échéance, la société devait en demander le renouvellement et l'administration devait notifier avant le terme de l'autorisation en cours si celle-ci était de nouveau accordée.

Le déclin de la Société du Chemin de Fer Industriel

La Plaine-Saint-Denis subit à partir des années 1970 des revers économiques et sociaux, dont la Société du Chemin de Fer Industriel se fait l'écho. Il semble déjà que la construction de l'autoroute du Nord réduit considérablement la qualité de vie des habitants de ce territoire. La convivialité disparaît entre les deux rives, entraînant la fermeture des petits commerces. Les entreprises, influencées par la diminution de la qualité de vie réduisent sensiblement leurs activités, ou se délocalisent en province.

Le choc pétrolier de 1974 accélère le processus de désindustrialisation et les conflits sociaux qui émergent ensuite de cette zone contribuent à une désaffection qui connaît son apogée dans les années 1980.

Le phénomène, étendu à toute La Plaine, fait que la Société du Chemin de Fer Industriel perd peu à peu tous ses embranchés. En 1989, le trafic n'affiche que 100 000 tonnes, assurées en quasi totalité par la société Nozal, qui cesse son activité en 1994, date à laquelle la Société du Chemin de Fer Industriel voit ses derniers wagons circuler. Entre temps, les propriétaires de la société du Chemin de Fer Industriel (principalement des héritiers de M. Civet), avaient cédé leurs actions en 1990 à la Société Magnant du Groupe Aaron. Ce groupe d'investisseurs devient propriétaire des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris, peu de temps après.

MODALITÉS D'ENTRÉE AUX ARCHIVES DE PARIS ET TRAITEMENT ARCHIVISTIQUE

Les archives du Chemin de Fer Industriel, cotées D26J, ont fait l'objet d'un don aux Archives de Paris le 2 mai 2005. Il s'agit du dernier fonds à avoir été donné par les EMGP. En effet, il fait suite à quatre autres fonds, successivement remis en octobre 2001 (D8J) et en mars 2005 (D22J, D24J, D25J) aux Archives de Paris. Le don des archives de la Société du Chemin de Fer Industriel s'accompagne d'une convention faisant apparaître les engagements pris par les Archives de Paris en terme de conservation et de communication de ces archives au public, ainsi qu'aux EMGP au cas où ceux-ci désirent consulter leurs documents.

Le fonds, évalué à 7,25 ml à son arrivée sur le site annexe de Villemoisson-sur-Orge, avait fait l'objet d'une analyse sommaire établie avec l'aide de Mme Elisabeth Philipp, historienne des EMGP, permettant de déterminer l'objet de chaque dossier et registre. Il se composait alors de 28 articles. Après traitement, le métrage du fonds D26J atteint 9 ml, répartis dans 61 articles.

Son intégration au cadre de classement des Archives de Paris rejoint celles des fonds évoqués dans le paragraphe antérieur. Sa cotation est celle d'un fonds d'archives privées départementales, entrées par voie extraordinaire.

NATURE ET CONTENU DES DOCUMENTS

Le fonds D26J regroupe des documents représentatifs de la structure et de l'organisation d'une société de services ferroviaires. Les dossiers qui nous sont parvenus permettent en effet d'aborder, quasi intégralement et sur pratiquement toute la période d'activité de la société, la nature des commerces et des négociations entreprises par la Société du Chemin de Fer Industriel. Il en résulte une typologie bigarrée.

Des documents essentiels, tels que les registres et les dossiers des conseils d'administration, des assemblées générales ou sur le capital, apparaissent massivement et permettent d'apprécier la gestion des différents secteurs de la société.

De même un grand nombre de registres et de cahiers, relatifs aux immobilisations, à l'approvisionnement et aux rémunérations du personnel nous livrent des informations de première main sur la comptabilité. À cela s'ajoutent des dossiers concernant des travaux et des opérations de maintenance réalisés sur des biens immobiliers ou des équipements appartenant au Chemin de Fer Industriel. Ces

archives disparates font mention de sociétés d'entrepreneurs auxquelles la société était liée et donnent notamment un aperçu du patrimoine du Chemin de Fer Industriel.

Quant aux documents afférents aux activités commerciales de la Société du Chemin de Fer Industriel, leur abondance se fonde sur une typologie très restreinte. Les dossiers sont principalement composés de contrats, de documents figurés tels que des plans de terrains et de voies ferrées et de correspondance, seuls les noms des clients venant à présenter une variante. Trois séries se dégagent en l'occurrence à ce sujet dans le fonds D26J : les contrats de sous-embranchements, de location et de vente de terrains ou de bâtiments par la Société du Chemin de Fer Industriel.

Il faut enfin souligner que peu de renseignements subsistent sur le personnel de cette entreprise. Seuls quelques dossiers lacunaires, réalisés très ponctuellement par la société sur les administrateurs et les ouvriers du Chemin de Fer Industriel, nous sont parvenus.

INTÉRÊT DU FONDS ET ORIENTATION DE RECHERCHE

Le lecteur peut y trouver suffisamment d'informations pour se livrer à une étude monographique de la société et apprécier notamment les évolutions de la Société du Chemin de Fer Industriel, cerner les impératifs et les préoccupations quotidiennes d'une entreprise qui profita de l'essor mécanique et industriel à l'époque charnière de la fin du XIX^e siècle.

Au-delà de cette conception sans doute un peu restreinte, quoique pleine de possibilités, le lecteur pourrait utiliser les archives du Chemin de Fer Industriel pour alimenter une étude sur les progrès techniques réalisés dans le domaine des transports, en se référant aux nombreux plans, devis et commandes de fournitures rattachés à la construction de voies ferrées.

Enfin, dépassant largement les limites d'une étude monographique, la Société du Chemin de Fer Industriel mériterait d'être replacé dans le cadre géographique et surtout économique de La Plaine-Saint-Denis. Un travail important ferait intervenir le fonds D26J, pour mettre en relief les transformations et les interactions qui ont pu s'établir entre une zone industrielle dynamique et les sociétés qui l'ont façonnée. Cette recherche devra bien évidemment aussi s'appuyer sur les archives des EMGP conservées aux Archives de Paris, voire étudier concomitamment les deux sociétés. En compulsant cet ensemble de documents, le lecteur pourra découvrir le type d'usines et de sociétés qui se sont successivement établies dans la plaine, la nature des marchandises produites dans cette zone et les modalités de l'approvisionnement parisien. Une histoire économique, culturelle et sociologique de La Plaine-Saint-Denis en émergerait.

CONDITIONS D'ACCÈS ET D'UTILISATION

La convention de don, établie entre les EMGP et les Archives de Paris en mars 2005, précise au sujet des conditions d'accès à ce fonds d'archives privées que « la communication au public sera régie selon la législation en vigueur et la pratique des Archives de Paris ». Aucune restriction n'étant mentionnée dans la convention, les délais de communicabilité appliqués aux documents sont ceux prescrits par le Livre II

du Code du patrimoine. Les articles L213-1 et L213-2 du Code du patrimoine stipulent que les documents sont librement communicables, exceptés ceux contenant des informations qui mettent en cause la vie privée et dont le délai est porté à 60 ans à compter de la date du document. De même, les archives relatives aux affaires portées devant les juridictions sont communicables passé un délai de 100 ans à compter de la date de l'acte ou de la clôture du dossier. Enfin, les documents comportant des renseignements individuels de caractère médical sont soumis à un délai de 150 ans à compter de la date de naissance de l'intéressé. Les personnes désirant toutefois consulter les documents concernés peuvent présenter une demande d'autorisation à la direction du service d'archives départementales.

Aussi les cartons 1, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61 sont communicables.

Les cartons 2, 3, 4, 5, 6, 19, 39, 44, 45, 46, 47, 49 sont communicables passés un délai de 60 ans à compter de la date du document.

Les cartons 25 et 48 sont consultables après un délai de 100 ans à compter de la date de l'acte ou de la clôture du dossier.

Le carton 50 est soumis à un délai de 150 ans à compter de la date de naissance de l'intéressé.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Archives de Paris

Entrepôts et Magasins Généraux de Paris

Les archives du Chemin de Fer Industriel peuvent être rapprochées des documents des EMGP, dans la mesure où ces deux sociétés s'inscrivaient dans une même aire géographique et ont participé à l'industrialisation de La Plaine-Saint-Denis. De surcroît les EMGP ayant récupéré, puis donné, les archives du CFI, ces deux compagnies peuvent être appréhendées ensemble.

D8J 1 à 871	Entrepôts et Magasins Généraux de Paris (EMGP).	1825-1992
D22J 1 À 15	Dossiers de clients.	1917-1996
D24J 1 à 164	Gestion du dépôt des marchandises.	1958-1988
D25J 1 à 26	Activités des magasins d'usine.	1858-1990
15 Fi 1093 et 15 Fi 1094	Microfilms relatifs aux entrées et sorties de marchandises, photographies, gravures des Docks et des Entrepôts de Marseille.	

vers 1870

D1J 18 dossier 414* Compagnie des Entrepôts et Magasins
Généraux : rapport du 29 septembre 1860 de
l'assemblée générale des commissaires chargés
de la vérification des comptes.
1860

Dommages de guerre

Le fonds D26J contient des documents relatifs aux dommages de guerre résultant des bombardements auxquels fut soumise la France lors de la Seconde Guerre mondiale. Les demandes de subventions, en vue de la reconstruction immobilière du siège du Chemin de Fer Industriel permettent de souligner la présence aux Archives de Paris d'un fonds dédié aux dommages de guerre.

1209W 1, 1252W 1 à 57 Commission régionale des dommages de guerre
de Paris.
1946-1976

50W 1-995, 51W 1-350 Dommages de guerre, Seconde Guerre mondiale.
1935-1982

1094W 1 Dommages de guerre, Seconde Guerre mondiale.
1951-1957

1126W 1 Dommages de guerre, Seconde Guerre mondiale,
relatifs aux terrains appartenant à la société
Citroën.
1935-1982

1131W 1-244 Dommages de guerre, Centre national de
règlement des dommages de guerre.
1939-1945

Liquidations judiciaires

Le fonds D26J donne à voir quelques dossiers de liquidations judiciaires de sociétés bénéficiant des services proposés par le Chemin de Fer Industriel. Les pièces restent cependant lacunaires et pourraient être complétées par les archives judiciaires du tribunal de Commerce de la Seine et de Paris, conservées aux Archives de Paris.

1049W 1 à 401 Dossiers de faillite et de liquidation judiciaire.
1914-1950

* Document donné par les Archives départementales de l'Indre le 9 août 2004 (coté aux Archives de Paris dans la section des pièces isolées et des petits fonds entrés par voie extraordinaire).

1505W 1 à 1067
Dossiers de faillite, de liquidation judiciaire, de règlement judiciaire, de règlement transactionnel ou amiable ; répertoires des faillites, des liquidations judiciaires et des règlements judiciaires, fichiers des faillites et des règlements judiciaires.
1877-1981

Administration départementale

La Plaine-Saint-Denis fut créée lors de l'annexion des communes bordant la capitale par le décret impérial en date du 16 juin 1859. Les lecteurs intéressés par les étapes de la conception d'un Paris tel que nous le connaissons aujourd'hui peuvent se référer aux archives de la Préfecture de la Seine, dont les efforts se sont portés dès 1860 sur l'assimilation de nouveaux territoires dans la couronne parisienne et sur l'aménagement du territoire parisien, notamment à travers le développement des voies de chemins de fer.

DO9 1 à 45
Affaires communales. Tutelle administrative et financière des communes annexées en 1860.
1560-1867

DS9 1 à 10
Travaux publics et transports. Chemins de fer.
1827-1922

Centre des Archives du Monde du Travail (CAMT) à Roubaix

Le site de Roubaix possède de nombreux fonds relatifs aux chemins de fer, à leur création, leur développement et au contrôle exercé par l'État sur ces entreprises. L'ensemble de ces archives privées sont susceptibles d'intéresser des lecteurs désirant étudier les modalités de l'établissement des lignes ferroviaires et de leurs extensions sur le territoire français.

13 AQ 1 à 2163
Compagnie des chemins de fer de l'Est.
1818-1848

76 AQ 1 à 13
Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.
1853-1918

48 AQ 1 à 6959
Compagnie des chemins de fer du Nord.
1845-1956

202 AQ 1 à 1827
Compagnie des chemins de fer du Nord.
1819-1955

1997019 1 à 71
Compagnie des chemins de fer du Nord.
1846-1973

77 AQ 1 à 140	Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	1850-1936
196 AQ 1 à 507	Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	1875-1952
78 AQ 1 à 93	Compagnie des chemins de fer du Midi.	1837-1960
77 AQ 1 à 21	Compagnie des chemins de fer de Lyon à la Méditerranée.	1852-1867
12 AQ 1 à 26	Commission des chemins de fer.	1818-1848

BIBLIOGRAPHIE

AUTIN, Jean, *Les Frères Pereire, le bonheur d'entreprendre*, Paris, éd. Perrin, 1984.

BEAUNE, Jean-Claude (dirigé par), GUILLERME (André), LEFORT (Anne-Cécile), JIGAUDON (Gérard), *Dangereux, insalubres et incommodes, paysages industriels en banlieue parisienne XIX^e-XX^e siècles*, Mayenne, Champ Vallon, coll. « milieux », 2004.

CARON, François, *Histoire de l'exploitation d'un grand réseau français : la Compagnie des Chemins de Fer du Nord de 1846 à 1936*, Paris, La Haye, Mouton, 1972.

GAILLARD, Jeanne, *Paris, la ville, 1857-1870 : l'urbanisme parisien à l'heure d'Hausmann, des provinciaux aux parisiens, la vocation ou les vocations parisiennes*, Paris, Champion, 1977.

LÉGER, *Une grande entreprise dans la chimie française, Khulmann, 1825-1982*, Paris, 1988.

LOMBARD-JOURDAN, Anne, *La Plaine-Saint-Denis, deux mille ans d'histoire*, Paris, éd. du CNRS, 1994 et Saint-Denis, éd. PSD-Saint-Denis, 1994.

Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, *Des cheminées dans la Plaine, cent ans d'industrie à Saint-Denis autour de Christofle (1830-1930)*, Paris, Créaphis, 1998.

PHILIPP, Elisabeth, *Le guide du promeneur : 19^e arrondissement*, Paris, Parigramme, 1994.

PHILIPP, Elisabeth, *Histoire d'une entreprise de son temps : Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris*, Paris, EMGP Textuel, 2000.

SAUVAGE, Claude, « Les chemins de fer industriels en région parisienne », *Chemins de Fer régionaux et urbains FACS UNECTO*, n° 226, 1998.

VIGON, *Les industries chimiques de la banlieue Nord de Paris*, 1960.

WEBOGRAPHIE

Les lecteurs désirant obtenir des informations et une bibliographie plus précisément dévolues au développement économique, politique et social de La Plaine-Saint-Denis sont invités à se rendre sur le site de l'association « Plaine, mémoire vivante ». Cette association, qui regroupe des habitants de La Plaine-Saint-Denis et des historiens, veut se faire l'écho des originalités d'hier et d'aujourd'hui de La Plaine-Saint-Denis. Il faut notamment souligner que l'actuel président de l'association n'est autre que M. Raymond Le Moing, ancien Directeur général de la Société du Chemin de Fer Industriel. De même, Mme Elisabeth Phillip, historienne des EMGP qui collabora avec les Archives de Paris pour le versement des archives des EMGP, participe aux animations proposées par l'association.

<http://www.plaine-memoirevivante.fr>

TABLE DES SIGLES

Entrepôts et Magasins Généraux de Paris (EMGP).
Chemin de Fer Industriel (CFI).
Électricité de France (EDF).
Société de Construction et d'Embranchements Industriels (SEI).
Gaz de France (GDF).
Compagnie Française de Ferrailles (CFF).
Union Nationale des Institutions Retraite des Salariés (UNIRS).
Institution Générale Interprofessionnelle de Retraite des Salariés (IGIRS).
Route Nationale n° 1 (RN 1).
Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF).
Consortium des Articles Ménagers (CAM).
Société de Livraison d'Emballages Commerciaux (SLEC).
Société Lorraine des Aciers Spéciaux (SOLAS).

Société Civile Immobilière (SCI).

Société de Produits Chimiques Industriels (SPCI).

Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP).

Zone d'Activité Commerciale (ZAC).

TABLE DES ABRÉVIATIONS

ml : mètres linéaires

D26J

Société du Chemin de Fer Industriel

PLAN DE CLASSEMENT

Les numéros placés en fin de titre renvoient aux articles de l'instrument de recherche.

ADMINISTRATION1-26

Constitution de la société.....	1-5
Conseils d'administration.....	6-9
Assemblées générales ordinaires et extraordinaires.....	10-16
Immobilier.....	17-23
Assurances.....	24
Affaires juridiques.....	25
Réseau professionnel du Chemin de Fer Industriel.....	26

COMPTABILITÉ27-48

Patrimoine du CFI.....	27-28
Matériel et outillage.....	29-30
Approvisionnement.....	31-37
Octroi.....	38
Rémunération du personnel.....	39-47
Liquidations judiciaires.....	48

PERSONNEL49-51

Documents individuels.....	49
Cotisations de retraite.....	49
Prestations sociales.....	50
Promotion professionnelle et distinctions honorifiques.....	51
Avantages en nature.....	51

AFFAIRES COMMERCIALES.....52-61

Traversées de routes, autoroutes et du canal Saint-Denis.....	52-53
Participations de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF) sur les voies ferrées.....	54
Sous-embranchements.....	55
Location de terrains.....	56-59
Vente de terrains.....	60-61

ADMINISTRATION

Constitution de la société

- D26J 1** Historique de la société, rédaction à la demande des ANCIENS ÉTABLISSEMENTS CIVET, POMMIER & C^{ie}: notes, correspondance. 1957-1971

Statuts (fascicules imprimés, annotés et mis à jour).

Société du Chemin de Fer Industriel de La Plaine-Saint-Denis et d'Aubervilliers, statuts, siège social 122, avenue du Président-Wilson, La Plaine-Saint-Denis (Seine), Étampes, Imprimerie La Semeuse, 1925.

Société Anonyme du Chemin de Fer Industriel de La Plaine-Saint-Denis et d'Aubervilliers, statuts, siège social 122, avenue du Président-Wilson, La Plaine-Saint-Denis (Seine), Taverny, Imprimerie J.Hébrail, 1957.

Société Anonyme du Chemin de Fer Industriel de La Plaine-Saint-Denis et d'Aubervilliers, statuts, siège social 122, avenue du Président-Wilson, La Plaine-Saint-Denis (Seine), Taverny, Imp. J. Hébrail, 1957.

Société Anonyme du Chemin de Fer Industriel de La Plaine-Saint-Denis et d'Aubervilliers, statuts, siège social 122, avenue du Président-Wilson, La Plaine-Saint-Denis (Seine), Taverny, Imprimerie J. Hébrail, 1957 (2 exemplaires mis à jour).

Société Anonyme du Chemin de Fer Industriel de La Plaine-Saint-Denis et d'Aubervilliers, statuts, siège social 122, avenue du Président-Wilson, La Plaine-Saint-Denis (Seine), Taverny, Imprimerie J. Hébrail, 1957 (2 exemplaires annotés et mis à jour en 1961, dont les modifications restent valables jusqu'au 9 décembre 1999).

Société Anonyme du Chemin de Fer Industriel de La Plaine-Saint-Denis et d'Aubervilliers, statuts déposé au rang des minutes de Maître popelin, notaire à Paris. 122, avenue du Président-Wilson, 93, La Plaine-Saint-Denis, Paris, Imprimerie de la Banque et des Compagnies d'assurances, 1969 (exemplaire certifié conforme par le président du conseil d'administration, annoté et mis à jour le 29 mai 1972).

1925-1972

- D26J 2-5** Capital du Chemin de Fer Industriel (CFI).

2 Registre des actionnaires.

1956-1989

Actionnaires : listes, coupons d'actions, accusés de réception par le contrôle fiscal des revenus immobiliers, fiches individuelles sur les actionnaires après transfert d'actions, certificats d'inscription nominatifs pour des bons.

1934-1982

- 3-4** Transferts : certificats nominatifs pour l'achat, formulaire de transfert, correspondance entre le CFI et les notaires des actionnaires.
1906-1956, 1958-1987
- 3** Dossiers n^{os} 1 à 40 (1906-1956)
- 4** Dossiers n^{os} 42 à 91 (1958-1987)
- 5** Successions : notes du receveur général de l'Enregistrement de Saint-Denis, formulaire d'acceptation de transfert, correspondance avec les notaires sur l'état des soldes, récépissés de titres en dépôt.
1929-1972
- Augmentation de capital : liste des actionnaires, certificats nominatifs d'actions, bordereaux de dépôt statutaire, notes manuscrites, correspondance.
1915-1983
- SOFAL, rachat des actions : relevés de frais généraux, bilans actifs et passifs, rapports sur les modifications du conseil administratif, rapport d'audit sur les comptes de la société, contrats de vente, correspondance.
1989-1990

Conseils d'administration

- D26J 6** Registre de présence.
1898-1982
- Nouvelles adresses des membres du conseil d'administration, déclarations modificatives : formulaires nominatifs de réponse, extraits du greffe du tribunal de commerce, extraits du registre du commerce et des sociétés.
1980
- D26J 7** Registres de procès-verbaux.
1898-1967
- 1898-1917
- 1917-1934
- 1934-1956
- 1956-1967

D26J 8-9 Dossiers de séance : ordre du jour, documents annexes. 1973-1977, 1980-1983

- 8** Séance du 12 septembre 1973
- Séance du 6 mars 1973
- Séance du 23 avril 1974
- Séance du 21 juin 1974
- Séance du 5 décembre 1974
- Séance du 11 avril 1975
- Séance du 5 juin 1975
- Séance du 9 juin 1975
- Séance du 1^{er} octobre 1975
- Séance du 17 décembre 1975
- Séance du 9 avril 1976
- Séance du 26 mai 1976
- Séance du 14 octobre 1976
- Séance du 22 décembre 1976
- Séance du 27 avril 1977
- Séance du 15 juin 1977
- Séance du 29 septembre 1977
- Séance du 28 décembre 1977
- Séance du 14 février 1980
- Séance du 30 avril 1980
- Séance du 23 octobre 1980
- Séance du 19 décembre 1980
- Séance du 24 avril 1981

Séance du 2 octobre 1981

Séance du 20 janvier 1982

Séance du 27 avril 1982

Séance du 14 juin 1982

9 Séance du 20 octobre 1982

Séance du 26 janvier 1983

Séance du 28 avril 1983

Séance du 15 juin 1983

Séance du 26 octobre 1983

Assemblées générales ordinaires et extraordinaires

D26J 10 Registres de procès-verbaux.

1898-1968

1898-1930

1931-1955 (début du procès-verbal de la séance du 25 mars)

1955 (suite du procès-verbal de la séance du 25 mars)-1968

D26J 11-16 Dossiers de séances : ordre du jour, procès-verbal de compte rendu, documents annexes.

1945-1972, 1974, 1977-1989

11 Séance du 29 mars 1945

Séance du 20 novembre 1945

Séance du 30 mars 1946

Séance du 25 mars 1947

Séance du 13 avril 1948

Séance du 29 mars 1949

Séance du 28 mars 1950

Séance du 17 avril 1951

- Séance du 30 avril 1952
- Séance du 26 mars 1953
- Séance du 26 mars 1954
- Séance du 25 mars 1955
- Séance du 26 mars 1956
- Séance du 22 mars 1957
- Séance du 25 mars 1958
- 12** Séance du 19 mars 1959
- Séance du 28 avril 1960
- Séance du 27 avril 1961
- Séance du 18 mai 1962
- Séance du 2 mai 1963
- Séance du 29 mai 1964
- Séance du 4 mai 1965
- Séance du 27 mai 1966
- Séance du 24 mai 1967
- Séance du 16 mai 1968
- Séance du 30 mai 1969
- Séance du 27 mai 1970
- Séance du 11 mai 1971
- Séance du 29 mai 1972
- 13** Séance du 21 juin 1974
- Séance du 15 juin 1977
- Séance du 16 juin 1978
- Séance du 28 juin 1979

- 14 Séance du 12 juin 1980
Séance du 18 juin 1981
Séance du 14 juin 1982
Séance du 15 juin 1983
- 15 Séance du 19 juin 1984
Séance du 24 juin 1985
Séance du 24 juin 1986
- 16 Séance du 18 juin 1987
Séance du 27 juin 1988
Séance du 20 juin 1989

Immobilier

D26J 17 Gestion du siège de l'avenue Wilson (122, avenue du Président Wilson, La Plaine-Saint-Denis, Seine).

Les analyses présentées ci-dessous conservent la structure originelle des dossiers, dont les libellés se rapportaient à la nature des services opérés sur les bâtiments de l'avenue Wilson.

Électricité, SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE ET DE FORCE PAR L'ÉLECTRICITÉ : polices d'abonnement, correspondance (1908-1919) ; NORD LUMIÈRE : polices d'abonnement, correspondance (1926-1951) ; Électricité de France (EDF) : avenant, polices d'abonnement, factures (1954-1961).
1908-1961

Gaz, SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE CHAUFFAGE ET FORCE MOTRICE : polices d'abonnement.
1906-1938

Eau, COMPAGNIE DES EAUX : polices d'abonnement, dépôts de garantie.
1924-1961

Téléphone, abonnements : avenants, demandes de règlements de mensualités, plans (1949) ; ligne d'intérêt privé avec les pompiers : formulaire de demande d'engagement (1938) ; « Le téléphone automatique » : avenants, contrats d'entretien (1950).
1938-1950

Domages de guerre, immeubles et voies : déclarations de destruction envoyées au commissariat à la reconstruction, dossiers de demandes d'avance, demandes de règlements en titres, évaluations d'indemnités, état justificatif du paiement des mémoires d'entrepreneurs et des honoraires d'architectes, factures, reçus, plans.

Les dommages portent sur les 122, 124 et 126, de l'avenue du Président Wilson, La Plaine-Saint-Denis, suite aux bombardements du 21 avril et du 26 juin 1944.

1944-1960

D26J 18-21 Gestion des bâtiments annexes.

Les analyses présentées ci-dessous conservent la structure originelle des dossiers, dont les libellés se rapportaient à la nature des chantiers réalisés et aux noms des entreprises qui y participaient.

18 SOCIÉTÉ J. J. COULON, hangar de locotracteurs (120, 122, 124, avenue du Président Wilson, La Plaine-Saint-Denis) : mémoire des travaux, devis, correspondance (1952-1955) ; dépôts et ateliers : demande de permis de construire, devis, plans, correspondance (1937-1956).

1937-1956

SOCIÉTÉ NICOD, SOCIÉTÉ FOSSIER ALLARD & C^{ie}, ENTREPRISES LARDOT, SOCIÉTÉ DE MONTAGE INDUSTRIEL, commandes de portes pour les dépôts et ateliers (120, 122, 124, avenue du Président Wilson, La Plaine-Saint-Denis) : plans, brochures publicitaires, correspondance.

1953-1955

ATELIERS AIR ET FEU, ANCIENS ÉTABLISSEMENTS ENFER ET FILS, installation d'une forge dans l'atelier (120, 122, 124, avenue du Président Wilson, La Plaine-Saint-Denis) : devis, plans, brochures publicitaires, correspondance.

1955

SOCIÉTÉ BOFFY, installation d'une cheminée diesel dans l'atelier (120, 122, 124, avenue du Président Wilson, La Plaine-Saint-Denis) : plans, correspondance.

1955

SOCIÉTÉ DE MONTAGE INDUSTRIEL, ÉTABLISSEMENTS LANCELLE ET LEFEVRE, ÉTABLISSEMENTS ENFER ET SES FILS, SOCIÉTÉ MIDON et SOCIÉTÉ LA FORGE DE VULCAIN, demandes de renseignements (120, 122, 124, avenue du Président Wilson, La Plaine-Saint-Denis) : devis, plans, documentation, brochures publicitaires, correspondance.

1955

SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE CHAUFFAGE ET FORCE MOTRICE, commande de matériel (120, 122, 124, avenue du Président Wilson, La Plaine-Saint-Denis) : devis, plans, documentation sur radiateurs électriques et horlogerie électro-mécanique.

1950-1960

- 19** SOCIÉTÉ THÉVENOT ET HOCHET, construction d'un parc de stationnement (34, rue Cristino Garcia, La Plaine-Saint-Denis) : relevés d'impôts locaux et de la taxe d'habitation, correspondance avec sociétés d'entrepreneurs, devis de travaux, rapports d'architectes, permis de construire (1978-1979) ; présence de « squatters » : permis de démolir, permis de construire, plans des terrains, rapport de police, extraits d'état civil, plans, coupures de presse (1979-1993).

1978-1993

Le dossier sur les « squatters » concerne aussi le 25, impasse Duchefdelaville, La Plaine-Saint-Denis.

ENTREPRISES ALLIANCE et PARIS PRINT, travaux de clôture (rue de la Montjoie, La Plaine-Saint-Denis) : devis, bons de commandes, plans, correspondance.

1946-1983

- 20** Société de construction et d'Embranchements Industriels (SEI), prolongation des voies et raccordements d'usines le long des 2^e, 3^e et 4^e biefs du canal Saint-Denis : devis, commandes de matériaux, plans, correspondance.

1929-1966

- 21** COMPAGNIE DES EAUX, servitudes (13, rue du Pilier, Aubervilliers et 38, rue de la Montjoie, Plaine-Saint-Denis) : concession de droits, plans parcellaires de canalisations, plans d'attachement des puits et des galeries souterraines, correspondance.

1967-1970

SOCIÉTÉ JEUMONT-SCHNEIDER, modifications des installations électriques sur la voie ferrée (rue de la Montjoie, La Plaine-Saint-Denis) : plans, correspondance.

1938-1983

EDF et Gaz de France (GDF), plans de raccordements (13, rue du Pilier, Aubervilliers et 29^{bis}, rue Lucien Lefranc, Aubervilliers) : fiches de renseignements techniques, plans, correspondance.

1961-1974

- D26J 22** Installations et aménagements du canal Saint-Denis.
- Projet de construction d'un port : contrat, plans, correspondance.
1884
- Pont tournant : plans, correspondance avec les entrepreneurs.
1886-1890
- Grue : plans, documentation technique, correspondance avec les entrepreneurs.
1886-1918
- Projet de construction d'un pont roulant, propositions commerciales : devis, description des matériaux, plans, brochures publicitaires.
1952-1953
- Bassin des docks, franchissement de l'écluse : notes sur les crues de 1944 et 1945, plans.
1971
- D26J 23** Entretien des locaux et des matériels.
- Redevance annuelle : formulaires d'abonnement aux services de desserte et de frais d'entretien et de renouvellement sur les embranchements et les dépôts.
1966-1982
- ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE (AIF), vérification des installations électriques et des appareils de levage : rapports de visite, comptes rendus d'analyses des échantillons prélevés sur les matériaux.
1971-1977
- LÉONARD PAUPIER, contrôle des instruments de pesage : correspondance.
1924
- TUDOR, remplacement de plaques d'accumulateurs : factures, correspondance.
1931-1945
- Curage d'égouts : correspondance avec la préfecture de la Seine.
1895

Assurances

- D26J 24** COMPAGNIE L'ABEILLE, COMPAGNIE DU PHÉNIX, COMPAGNIE L'UNION :
contrats, avenants, fiches récapitulatives, correspondance. 1930-1959

Contentieux

- D26J 25** Bail, COMPAGNIE FRANÇAISE DE FERRAILLES (CFF) (25, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : avenant, plans, notes manuscrites, correspondance. 1951-1980

Embranchement, NOZAL (32, rue de la Montjoie, La Plaine-Saint-Denis) : contrat, sommation interpellative, assignation au tribunal de grande instance de Bobigny, indemnité transactionnelle, accord passé à l'amiable entre les deux parties sur la prestation de service. 1899-1993

Incendie des wagons de la société d'hydrocarbures de Saint-Denis, SNCF (sis sur les voies du canal, des chantiers de France et de dépôt, La Plaine-Saint-Denis) : liste des wagons-citernes en stationnement lors du sinistre, correspondance avec les avocats. 1968-1970

Rescision de promesse de vente, BASSEZ WATRELOT (17, rue des Fillettes au lieu dit « le Pilier », La Plaine-Saint-Denis) : affiche sur la mise en vente en adjudication volontaire, rapports d'expertise, acte de vente, photographie, compte rendu des plaidoiries lors de l'audience au tribunal civil de la Seine, compte rendu du jugement, plans du terrain (1926-1934) ; COMPTOIR INDUSTRIEL D'ÉTIRAGE ET PROFILAGE DES MÉTAUX (27, rue des Fillettes, Aubervilliers) : rapports d'expertise sur les terrains, réponses aux rapports d'expertise, compte rendu du jugement rendu à la cour d'appel de Paris, correspondance (1928-1931). 1926-1934

Réseau professionnel du CFI

- D26J 26** Répertoires alphabétiques des fournisseurs et prestataires du CFI.
Fin XIX^e s.-début XX^e s.

COMPTABILITÉ

Patrimoine du CFI

- D26J 27** Réévaluation des immeubles et terrains. 1899-1960
- Estimation de la valeur de la société : bilans actifs et passifs, rapports d'audit, évaluation du patrimoine immobilier et mobilier (octobre 1976), correspondance. 1972-1990
- Estimations par la société GALTIER FRÈRES : rapports sur les bâtiments et le matériel, rapport récapitulatif général, correspondance. 1931-1951
- Immobilisations : détails des amortissements (1960-1982) ; inventaires des agencements et des installations (1960-1983) ; inventaires sur les constructions (1960-1984) ; rapports sur les exercices comptables (1958-1963) ; cahier sur les plus values (1953-1954). 1953-1984
- D26J 28** Rapports des commissaires aux comptes sur l'exercice clos de 1972 : rapport spécial (30 mars 1973) ; rapport général (20 mai 1973). 1973
- Estimations sur les coûts des services rendus par la société. 1966-1984
- Comptes d'exploitation et exercices comptables. 1979-1986

Matériel et outillage

- D26J 29** Cahiers d'inventaire. 1899-1948, 1972-1973
- Il s'agit de listes dressées par année, faisant apparaître le nom du fournisseur, la date de livraison, la nature du matériel et les calculs du report.

- D26J 30** Registres d'inventaire. 1925-1988
1925-1973
1974-1988

Il s'agit de bilans réalisés par année sur la liste des matériaux et fournitures et les calculs de l'actif et du passif de la société.

Approvisionnement

- D26J 31** Achats et gestion : récépissé de déclaration d'un appareil de photocopie (1943) ; déclaration de possession et de destruction d'un alambic : récépissés, correspondance (1936-1960) ; OXYDRIQUE BARDOT et CARBOXYDE FRANÇAISE : commandes d'oxygène et d'acétylène, factures, correspondance (1971-1979). 1936-1979

Sorties et entrées de matériels : listes au sujet de l'entretien des tracteurs, des accumulateurs et des voies, recensement des achats et des dépenses, déclarations de l'octroi intercommunal de la région parisienne, notes manuscrites.

1945-1948, 1958-1965

Ces dossiers tenus par année sont classés par ordre chronologique.

Cahier des livraisons par bateaux de houille, fer et phosphate.

1910-1912

Ce document nous renseigne sur la provenance des matériaux, le nom du navire qui les transporte et sur les acheteurs de ces marchandises.

- D26J 32-37** Gestion des marchandises : registres des entrées et des distributions. 1961-1964
32	13 octobre 1961-9 juin 1962
33	24 octobre 1961-24 juin 1963
34	12 juin 1962-26 janvier 1963
35	29 janvier-11 septembre 1963
36	12 septembre 1963-12 avril 1964
37	13 avril-26 novembre 1964

Ces documents, tenus quotidiennement, font apparaître les n^{os} d'enregistrement des marchandises, les gares expéditrices, la date d'arrivée, le nom de l'expéditeur, le nom des destinataires et la nature des marchandises.

Octroi

D26J 38 Commune de Saint-Denis, perception des droits d'octroi : avenant, correspondance avec le préposé en chef. 1931-1936

Rémunération du personnel

D26J 39 Roles de paie. 1949-1960

1949-1951

1952-1954

1955-1957

1958-1960

Ces documents permettent d'apprécier la palette des métiers exercés au sein du CFI (conduite, entretien, traversée, etc.). Pour chaque catégorie sont inscrits les noms des employés, leur total d'heures de travail pour chaque jour du mois, le prix de l'heure de l'époque et le calcul des salaires bruts et nets. Les roles se tiennent au mois et à l'année, mais aucun classement alphabétique ne semble prévaloir non plus.

D26J 40-44 Livres de paie. 1888-1948

Ces documents s'organisent autour de deux sections regroupant des employés bien distincts : exploitation et construction. Les indications tarifaires et les modalités de calculs des salaires restent toutefois les mêmes que celles précédemment citées pour les roles de paie. Les livres de paie se tiennent au mois et à l'année, mais aucun classement alphabétique ne semble prévaloir.

40 Juillet 1888-février 1889

Mars-novembre 1889

Décembre 1889-novembre 1890

Décembre 1890-décembre 1891

Janvier 1901-décembre 1902

Janvier 1903-décembre 1904

- Mai 1905-avril 1906
- Avril 1908-mai 1910
- Juin 1910-mai 1912
- Juin 1912-avril 1914
- Mai 1914-mai 1916
- Juin 1916-janvier 1918
- 41** Février 1918-octobre 1919
- Novembre 1919-août 1921
- Septembre 1921-novembre 1923
- Décembre 1923-janvier 1926
- Février 1926-octobre 1927
- Novembre 1927-avril 1929
- Mai 1929-septembre 1930
- Octobre 1930-mai 1932
- 42** Juin 1932-octobre 1933
- Novembre 1933-septembre 1934
- Octobre 1934-septembre 1935
- Septembre 1935-août 1936
- Septembre 1936-juin 1937
- Juin 1937-décembre 1937
- Décembre 1937-juillet 1938
- Juillet 1938-janvier 1939
- Janvier 1939-août 1939
- Août 1939-janvier 1940

- 43** Janvier 1940-novembre 1940
Novembre 1940-novembre 1941
Novembre 1941-mai 1942
Mai 1942-novembre 1942
Novembre 1942-mai 1943
Mai 1943-mai 1944
Mai 1944-mars 1945
Mars 1945-septembre 1945
- 44** Septembre 1945-mars 1946
Mars 1946-mars 1947
Mars 1947-février 1948
Février-octobre 1948
Octobre-décembre 1948

D26J 45 Livres d'appointements et des salaires.

1947-1983

1947-1948

1949-1950

1954-1968

1963-1983

Ces documents font état des noms des employés, du salaire fixe qui leur revient, ainsi que des primes ou des retenues qui rentrent en ligne de compte dans le calcul de leur salaire net. Les livres d'appointements et des salaires se tiennent au mois et à l'année, mais aucun classement alphabétique ne semble prévaloir.

- D26J 46** Déclarations des salaires : fiches nominatives récapitulatives des salaires, barèmes de calcul de l'impôt cédulaire, état des salaires payés à l'année.
1917-1938, 1940-1967

Ces documents font mention de la profession exercée par les salariés, de l'adresse de leur lieu de travail, de leur situation maritale et du nombre d'enfants à charge. Les déclarations sont rassemblées dans des dossiers tenus à l'année.

- D26J 47** Registre d'impôts sur les salaires.
1939-1969

Le registre est tenu au mois et présente l'addition des impôts retenus sur les catégories d'employés au mois ou à l'heure, les femmes de ménage, et les employés, sur les avantages en nature accordés à certains employés et sur les revenus du directeur de la société. A cela s'ajoutent des feuilles isolées, insérées dans le registre, sur le calcul de l'impôt cédulaire, de la contribution nationale extraordinaire et de la retenue des heures supplémentaires (1939-1947).

- Registre des congés payés.
1940-1945

Le registre est tenu au nom, auquel est rattaché la date d'entrée dans la société, et fait apparaître, pour chaque année, la durée de congé annuel du salarié, la date de départ et de retour de congé et les indemnités perçues lors des congés.

Liquidations judiciaires

- D26J 48** Clients du CFI : rapports, correspondance.
1921-1949

SOCIÉTÉ FABRE
SOCIÉTÉ DEGUIGNES

(1921-1932)

SOCOL
SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE DU NORD

(1925-1949)

PERSONNEL

Documents individuels

- D26J 49** Fiches nominatives de renseignements des employés du CFI.
1902-1982

Reconstitution de carrière de M. CLOUET, à la demande de la Caisse autonome de prévoyance et de retraite des industries de la construction électrique : lettre

de licenciement, lettres d'attestation, détails des appointements, calcul des indemnités, correspondance.

1933-1961

Cotisations de retraite

Registre de prévoyance des cadres (1947-1972) ; registre de l'Union Nationale des Institutions de Retraite des Salariés (UNIRS) : état des mutations, état trimestriel des cotisations, correspondance avec l'Institution Générale Interprofessionnelle de Retraite des Salariés (IGIRS) (1958-1978) ; Caisse autonome de prévoyance et de retraite des industries de la construction électrique : correspondance (1960).

1947-1978

Prestations sociales

D26J 50 Registre sur la perception d'aides sociales (1932-1937) ; caisse de compensation de la région parisienne : frais de cotisation, détails des participations des allocations (1939-1941) ; accidents de travail : déclarations, certificats médicaux, correspondance (1947-1952).

1932-1952

Promotion professionnelle et distinctions honorifiques

D26J 51 Association d'aide à la formation et à la promotion professionnelle : liste des stages organisés en interentreprises (1980) ; médaille d'honneur du travail, attributions : décrets relatifs aux droits à l'obtention, demandes adressées au ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, liste chronologique des médaillés, correspondance (1923-1990).

1923-1990

Avantages en nature

Locations de logement de fonction aux personnels du CFI : circulaire d'information sur les inscriptions en comptabilité des avantages en nature, liste des locataires, listes de répartition par catégories de prestation, coupures de presse.

1936-1972

AFFAIRES COMMERCIALES

Traversées de routes, autoroutes et du canal Saint-Denis

D26J 52 Voies communales d'Aubervilliers : arrêtés préfectoraux sur les reconstructions des égouts le long des voies, autorisation municipale (portant sur le chemin des Fillettes, la rue du Pilier et la rue de la Haie Coq), devis descriptif, plans, correspondance au sujet des taxes et redevances.

1884-1969

Voies communales de Saint-Denis : arrêtés préfectoraux, procès verbal de session administrative au sujet de la redevance sur l'occupation de voies publiques par des voies ferrées industrielles, recours à la section du contentieux, jugement rendu au tribunal civil de la Seine, tableau récapitulatif des redevances, correspondance.

1887-1969

Canal de Saint-Denis : inventaire des installations autorisées par la ville de Paris, arrêtés préfectoraux, correspondance au sujet des redevances (1886-1953) ; routes départementales n^{os} 20 et 29bis : arrêtés préfectoraux, demandes de renouvellement, correspondance avec la préfecture de la Seine et l'ingénieur des Ponts-et-Chaussées (1917-1972) ; signalisation électrique sur les voies : devis, plans, correspondance avec la ville d'Aubervilliers (1931-1968).

1886-1972

D26J 53 Route Nationale n^o 1 (RN 1) : arrêtés préfectoraux, récapitulatifs des mouvements de wagons, demandes de renouvellement d'autorisation, notification de jugement au sujet d'un contentieux entre le CFI et le ministère de l'Équipement, délibérations du tribunal administratif de Paris, plans de l'avenue du Président Wilson et de l'autoroute.

1912-1973

Participations de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF) sur les voies ferrées

D26J 54 Travaux de rénovation des voies : liste détaillée et chiffrée, rapport de l'exercice de l'année 1985 du CFI.

1973-1986

Pénalités : notes d'avoir, relevés de facturation, formulaires de facturation.

1986-1988

Sous-embranchements au réseau ferroviaire de la Société du Chemin de Fer Industriel

- D26J 55** Raccordements possibles, communes de Saint-Denis et d'Aubervilliers : plans, correspondance. 1913-1918
- BACHOLLE (28, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : contrats, plans des voies, coupures de presse, correspondance. 1967
- ERGER (5, rue Henri Murger, La Plaine-Saint-Denis) : contrats, plans des voies, coupures de presse, correspondance. 1973-1975
- CARBOXYDE FRANÇAISE (18, rue du Pilier, Aubervilliers) : contrat, plans, correspondance. 1973
- CONSORTIUM DES ARTICLES MÉNAGERS (CAM) (18, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : contrats, plans des voies, coupures de presse, correspondance. 1979
- COGEDIM (entrepôts sis à La Plaine-Saint-Denis) : barème de prestation de services, plans de la voie ferrée, correspondance. 1977-1978
- DAZON-LIÉNARD (7, chemin du Cornillon, La Plaine-Saint-Denis) : contrats, plans des voies, coupures de presse, correspondance. 1977-1978
- DUBOIS (204, avenue du Président Wilson, La Plaine-Saint-Denis) : factures de loyers, plans de la voie ferrée, correspondance. 1978-1989
- DUMAS (6, impasse rue de la Montjoie, La Plaine-Saint-Denis) : correspondance, plans de la voie ferrée. 1921-1989
- FIBRE DIAMOND (48, rue Cristino Garcia, La Plaine-Saint-Denis) : devis, plans, correspondance. 1961-1967
- GEORGES HELMINGER (rue du Pilier, Aubervilliers) : contrats, plans des voies, coupures de presse, correspondance. 1977

LONGOMÉTAL (5, rue Saint-Gobain, Aubervilliers et 65, rue du Landy, Aubervilliers) : contrat, rapports descriptifs des travaux de modification des voies de raccordement, plans de la voie ferrée, coupures de presse, correspondance.

1945-1984

ROLAND PROSILOR (chemin du Cornillon, La Plaine-Saint-Denis) : contrats, plans des voies, coupures de presse, correspondance.

1973

SAVONRICE (25, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : factures de loyers, plans de la voie ferrée, correspondance.

1979

SIRLO (avenue du Président Wilson, La Plaine-Saint-Denis) : description des conditions de raccordement, correspondance.

1978-1979

SOCIÉTÉ DE LIVRAISON D'EMBALLAGES COMMERCIAUX (SLEC) (28, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : contrats, plans des voies, coupures de presse, correspondance.

1978

SOCIÉTÉ LORRAINE DES ACIERS SPÉCIAUX (SOLAS) (10, rue de la Montjoie, La Plaine-Saint-Denis) : contrats, plans des voies, coupures de presse, correspondance.

1965-1966

TAILLEUR FILS (18, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : contrats, plans des voies, coupures de presse, correspondance.

1969-1971

TRANSPORTS R. MICHAUX (5 et 28, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis et 14, rue des Fillettes, Aubervilliers) : contrats, plans des voies, coupures de presse, correspondance.

1968

Location de terrains

D26J 56 Cahier des locataires du CFI.

1908-1953

La liste est tenue par ordre chronologique ; chaque locataire possède un numéro renvoyant à celui de sa location.

Registre des propriétés louées par le CFI.

1921-1985

Passage à la TVA : note envoyée par l'inspecteur du chiffre d'affaires de la ville de Saint-Denis, correspondance avec les entreprises établies dans les locaux.

1972

D26J 57

DUBREUCQ-FÉRUS (2, rue du Pilier, Aubervilliers) : détail des impôts fonciers, correspondance.

1925-1966

DUMONT (terrains sis à l'angle de la rue du Cornillon et de la rue Henri Murger, La Plaine-Saint-Denis) : avenant au bail, contrat de promesse de vente, résiliation de bail, plan des entrepôts, plans de la voie ferrée.

1953-1982

ELIDA-GIBBS, division SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SOINS ET DE PARFUMS (SFSP) (28, rue de la Montjoie, La Plaine-Saint-Denis) : contrat de bail, plan, correspondance.

1981-1988

FIBRE DIAMOND (48, rue Cristino Garcia, La Plaine-Saint-Denis) : factures de loyers, plans de la voie ferrée, correspondance.

1959-1989

D26J 58

NOZAL (38, rue de la Montjoie, La Plaine-Saint-Denis et rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : notes manuscrites, plans des terrains, plans d'aménagement d'un port près des usines sur le canal d'Aubervilliers, correspondance.

1899-1989

ROUSSET (28, rue Cristino Garcia, La Plaine-Saint-Denis) : contrat de bail, plans des terrains sis au lieu dit des Fourches et du Cornillon.

1959-1979

D26J 59

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE (SCI) (27, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : plans, correspondance.

1976-1989

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS (SPCI) (43, rue Cristino Garcia, La Plaine-Saint-Denis) : plans des terrains loués au CFI, plans de la voie ferrée, correspondance au sujet de transports de produits vénéneux.

1941-1971

UGINE-KHULMANN (2, rue du Pilier, Aubervilliers) : avenants au bail, contrat, plans, correspondance.

1928-1982

VIDAL CAMPREDONDE (25, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : contrats, liste des tarifs de tractions ferroviaires, notes manuscrites, plans, correspondance.

1976-1981

Vente de terrains

- D26J 60** AFFINERIE DE LA PLAINE (terrain sis au chemin du Cornillon) : contrat de vente, statuts, plans du bâtiment, correspondance avec les notaires.
1977-1980
- AM (23 et 25, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis, 9 et 28, rue de la Montjoie, La Plaine-Saint-Denis et 29, rue du Landy, La Plaine-Saint-Denis) : contrat de promesse de vente, contrat de prorogation, procès-verbaux de délimitation, extraits cadastraux, plans.
1988-1990
- DOCKS DES ALCOOLS (terrains sis rue Henri Murger, Aubervilliers et quai Adrien Agnès, Aubervilliers) : procès-verbal de délimitation, extrait cadastral, contrat, plans.
1972-1989
- LA MONTJOIE (11bis, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : titres de propriété du CFI, procès-verbal de délimitation, contrat, plans, brochure publicitaire de la société, correspondance.
1987-1990
- D26J 61** RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) (16, rue de la Haie Coq, Aubervilliers, 14bis, rue du Pilier, Aubervilliers, 9, rue Saint-Gobain, Aubervilliers, 14bis, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : procès-verbaux de délimitation, extraits cadastraux, plans, correspondance.
1985-1989
- RÉALIMO (2quater, 4, 4ter, 14bis, rue du Pilier, Aubervilliers, 14 et 16, rue de la Haie Coq, Aubervilliers, 9, rue Saint-Gobain, Aubervilliers, 14bis, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : acte de vente, procès-verbaux de délimitation, plans, correspondance.
1980-1984
- SCI (27, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis) : projet de contrat, contrat de prorogation, plan, correspondance.
1976-1989
- SOEDAT (23 et 25, rue des Fillettes, La Plaine-Saint-Denis, 9 et 28, rue de la Montjoie, La Plaine-Saint-Denis et 29, rue du Landy, La Plaine-Saint-Denis) : détail des titres de propriété du CFI, promesse de vente, procès-verbal de délimitation, certificat d'urbanisme positif, extraits cadastraux, plans de la Zone d'Activité Commerciale (ZAC) de la Montjoie, correspondance.
1987-1992

INDEX ALPHABÉTIQUE

Les noms de personne physique sont en minuscules romaines avec une majuscule initiale, les noms de matière en minuscule romaine, les noms des entreprises et sociétés figurent en petites majuscules avec une majuscule initiale et les noms de lieux apparaissent en minuscule italique.

Les numéros associés aux mots-matières renvoient aux numéros des articles de l'instrument de recherche.

A

abonnement téléphonique : 17.

accident de travail : voir aides sociales.

Adrien Agnès (quai) : voir *Aubervilliers* ; DOCKS DES ALCOOLS, 60.

AFFINERIE DE LA PLAINE : voir *Cornillon (chemin du)*, voir ventes (contrats de).

aides sociales : 50

- accident de travail
- caisse de compensation de la région parisienne

AM : *Fillettes (rue des)*, voir *Landy (rue du)*, voir *Montjoie (rue de la)*, voir ventes (contrats de).

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS CIVET, POMMIER & C^{ie} : 1.

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS ENFER ET FILS : voir *Président Wilson (avenue du)*.

assemblées générales ordinaires et extraordinaires : 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.

association : association d'aide à la formation et à la promotion professionnelle : 51 ; Association des Industriels de France (AIF) : 23 ; Institution Générale

Interprofessionnelle de Retraite des Salariés (IGIRS) : 49 ; Union Nationale des Institutions de Retraite des Salariés (UNIRS) : 49.

association d'aide à la formation et à la promotion professionnelle : voir association.

Association des Industriels de France (AIF) : voir association.

assurance : 24.

- COMPAGNIE DE L'UNION
- COMPAGNIE DU PHÉNIX
- COMPAGNIE L'ABEILLE

ATELIERS AIR ET FEU : voir *Président Wilson (avenue du)*.

Aubervilliers : 1, 21, 25, 52, 55, 57, 59, 60, 61, voir *Adrien Agnès (quai)*, voir *Fillettes (rue des)*, voir *Haie Coq (rue de la)*, voir *Landy (rue du)*, voir *Lucien Lefranc (rue)*, voir *Pilier (rue du)*, voir *Saint-Gobain (rue)*, voir *Seine*.

B

BACHOLLE : voir *Fillettes (rue des)*, voir sous-embranchements.

BASSEZ WATRELOT : voir *Fillettes (rue des)*.

C

caisse autonome de prévoyance et de retraite des industries de la construction électrique : CLOUET (Monsieur) : 49 ; reconstitution de carrière : 49.

caisse de compensation de la région parisienne : voir aides sociales.

Canal Saint-Denis : 20 ; *docks (bassin des)* : 22 ; 25, 52.

capital : 2, 3, 4 ; SOFAL : 5 ; successions : 5.

CARBOXYDE FRANÇAISE : voir *Pilier (rue du)*, voir sous-embranchements.

CLOUET (Monsieur) : voir caisse autonome de prévoyance et de retraite des industries de la construction électrique.

COGEDIM : voir sous-embranchements.

COMPAGNIE DE L'UNION : voir assurance.

COMPAGNIE DES EAUX : voir *Montjoie (rue de la)*, voir *Pilier (rue du)*, voir *Président Wilson (avenue du)*.

COMPAGNIE DU PHÉNIX : voir assurance.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE FERRAILLES (CFF) : voir *Fillettes (rue des)*.

COMPTOIR INDUSTRIEL D'ÉTIRAGE ET PROFILAGE DES MÉTAUX : voir *Fillettes (rue des)*.

COMPAGNIE L'ABEILLE : voir assurance.

congrés payés : voir rémunérations.

conseils d'administration : 6, 7, 8, 9.

CONSORTIUM DES ARTICLES MÉNAGERS (CAM) : voir *Fillettes (rue des)*.

Cornillon (chemin du) : voir *Plaine-Saint-Denis (La)* ; AFFINERIE DE LA PLAINE : 60 ; DAZON-LIÉNARD : 55 ; DUMONT : 57 ; ROLAND PROSILOR : 55.

Cristino Garcia (rue) : voir *Plaine-Saint-Denis (La)* ; FIBRE DIAMOND : 55 ; ROUSSET : 58 ; SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS (SPCI) : 59 ; SOCIÉTÉ THÉVENOT ET HOCHET : 19.

D

DAZON-LIÉNARD : voir *Cornillon (chemin du)*, voir sous-embranchements.

déclarations des salaires : voir rémunérations.

docks (bassin des) : voir *canal Saint-Denis*.

DOCKS DES ALCOOLS : voir *Henri Murger (rue)*, voir ventes (contrats de).

dommages de guerre : 17.

DUBOIS : voir *Président Wilson (avenue du)*, voir sous-embranchements.

DUBREUCQ-FÉRUS : voir *Pilier (rue du)*, voir locations.

Duchefdelaville (impasse) : voir *Plaine-Saint-Denis (La)* ; SOCIÉTÉ THÉVENOT ET HOCHET : 19.

DUMAS : voir *Montjoie (rue de la)*, voir sous-embranchements.

DUMONT : voir *Cornillon (chemin du)*, voir *Henri Murger (rue)*, voir locations.

E

Électricité de France (EDF) : voir *Lucien Lefranc (rue)*, voir *Pilier (rue du)*, voir *Président Wilson (avenue du)*.

ELIDA-GIBBS : voir *Montjoie (rue de la)*, voir locations.

ENTREPRISE ALLIANCE : voir *Montjoie (rue de la)*.

ENTREPRISES LARDOT : voir *Président Wilson (avenue du)*.

ERGER : voir *Henri Murger (rue)*.

ÉTABLISSEMENTS LANCELLE ET LEFEVRE : voir *Président Wilson (avenue du)*.

F

FIBRE DIAMOND : voir *Cristino Garcia (rue)*, voir locations, voir sous-embranchements.

Fillettes (rue des) : voir *Plaine-Saint-Denis (La)*, voir *Aubervilliers* ; AM : 60 ; BACHOLLE : 55 ; BASSEZ WATRELOT : 25 ; Compagnie Française de Ferrailles (CFF) : 25 ; COMPTOIR INDUSTRIEL D'ÉTIRAGE ET PROFILAGE DES MÉTAUX : 25 ; CONSORTIUM DES ARTICLES MÉNAGERS (CAM) : 55 ; LA MONTJOIE : 60 ; NOZAL : 58 ; RÉALIMO : 61 ; RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) : 61 ; SAVONRICE, 55 ; SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE (SCI) : 59, 61 ; SOCIÉTÉ DE LIVRAISON D'EMBALLAGES COMMERCIAUX (SLEC) : 55 ; SODEDAT : 61 ; TAILLEUR FILS : 55 ; VIDAL CAMPREDONDE : 59.

G

GALTIER FRÈRES : voir patrimoine.

Gaz de France (GDF) : voir *Lucien Lefranc (rue)*, voir *Pilier (rue du)*.

GEORGES HELMINGER : voir *Pilier (rue du)*, voir sous-embranchements.

H

Haie Coq (rue de la) : voir *Aubervilliers* ; RÉALIMO : 61 ; RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) : 61.

Henri Murger (rue) : DOCKS DES ALCOOLS : 60 ; DUMONT : 57 ; ERGER : 55 ; voir *Plaine-Saint-Denis (La)*.

I

immobilisations : voir patrimoine.

impôts (sur les salaires) : voir rémunérations.

Institution Générale Interprofessionnelle de Retraite des Salariés (IGIRS) : voir association.

L

Landy (rue du) : voir *Plaine-Saint-Denis (La)*, voir *Aubervilliers* ; AM : 60 ; RHONE PROGIL : 55 ; SODEDAT : 61.

LA MONTJOIE : voir *Fillettes (rue des)*, voir vente (contrats de).

LÉONARD PAUPIER : 23.

liquidation judiciaire : 48.

- SOCIÉTÉ FABRE
- SOCIÉTÉ DEGUIGNES
- SOCOL

- SOCIÉTÉ
MÉTALLURGIQUE DU
NORD

livre de paie : voir rémunérations.

livre d'inventaire : 29, 30.

locations : DUBREUCQ-FÉRUS : 57 ;
DUMONT : 57 ; ELIDA-GIBBS : 57 ;
FIBRE DIAMOND : 57 ; NOZAL : 58 ;
ROUSSET : 58 ; SOCIÉTÉ CIVILE
IMMOBILIÈRE (SCI) : 59 ; SOCIÉTÉ DE
PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS
(SPCI) : 59 ; Taxe sur la Valeur
Ajoutée (TVA) : 56 ; UGINE-
KHULMANN : 59 ; VIDAL
CAMPREDONDE : 59.

LONGOMÉTAL : voir *Saint-Gobain*
(rue), voir sous-embranchements.

Lucien Lefranc (rue) : voir
Aubervilliers ; Électricité de France
(EDF) : 21 ; Gaz de France (GDF) : 21.

M

médailles d'honneur du travail : 51.

Montjoie (rue de la) : voir *Plaine-
Saint-Denis (La)* ; COMPAGNIE DES
EAUX : 21 ; DUMAS : 55 ; ELIDA-
GIBBS : 57 ; ENTREPRISE ALLIANCE :
19 ; PARIS PRINT : 19 ; Société
Française de Soins et de Parfums
(SFSP) : 57 ; SOCIÉTÉ JEUMONT-
SCHNEIDER : 21 ; SOCIÉTÉ LORRAINE
DES ACIERS SPÉCIAUX (SOLAS) : 55 ;
SODEDAT : 61.

N

NORD LUMIÈRE : voir *Président Wilson*
(avenue du).

NOZAL : voir *Fillettes (rue des)*, voir
Montjoie (rue de la), voir locations.

O

OXHYDRIQUE BARDOT : 41.

P

PARIS PRINT : voir *Montjoie (rue de
la)*.

participations : voir SOCIÉTÉ
NATIONALE DES CHEMINS DE FER
(SNCF).

patrimoine : GALTIER FRÈRES : 27 ;
immobilisations : 27 ; 28.

permis de construire : 18, 19.

permis de démolir : 19.

Pilier (rue du) : voir *Aubervilliers* ;
CARBOXYDE FRANÇAISE : 55 ;
COMPAGNIE DES EAUX : 17 ;
DUBREUCQ-FÉRUS : 57 ; Électricité de
France (EDF) : 21 ; Gaz de France
(GDF) : 21 ; GEORGES HELMINGER :
55 ; RÉALIMO : 61 ; RÉGIE AUTONOME
DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) :
61 ; UGINE-KHULMANN : 59.

Plaine-Saint-Denis (La) : voir
Cornillon (chemin du), voir *Cristino
Garcia (rue)*, voir *Fillettes (rue des)*,
voir *Henri Murger (rue)*, voir *Landy
(rue du)*, voir *Président Wilson
(avenue du)*, voir *Seine*.

Président Wilson (avenue du) : voir
Plaine-Saint-Denis (La) ; ANCIENS
ÉTABLISSEMENTS ENFER ET FILS : 18 ;
ATELIERS AIR ET FEU : 18 ;
COMPAGNIE DES EAUX : 17 ; DUBOIS :
55 ; Électricité de France (EDF) : 17 ;
ENTREPRISES LARDOT : 18 ;
ÉTABLISSEMENTS LANCELLE ET
LEFEVRE : 18 ; NORD LUMIÈRE : 17 ;
voir *Plaine-Saint-Denis (La)* ; SIRLO :
55 ; SOCIÉTÉ BOFFY : 18 ; SOCIÉTÉ
D'ÉCLAIRAGE CHAUFFAGE ET FORCE
MOTRICE : 17 ; SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE

ET DE FORCE PAR L'ÉLECTRICITÉ : 17, 18 ; SOCIÉTÉ DE MONTAGE INDUSTRIEL : 18 ; SOCIÉTÉ FOSSIER ALLARD & C^{ie} : 18 ; SOCIÉTÉ J. J. COULON : 18 ; SOCIÉTÉ LA FORGE DE VULCAIN : 18 ; SOCIÉTÉ MIDON : 18 ; SOCIÉTÉ NICOD : 18.

R

RÉALIMO : voir *Fillettes (rue des)*, voir *Haie Coq (rue de la)*, voir *Pilier (rue du)*, voir *Saint-Gobain (rue)*, voir vente (contrats de).

reconstitution de carrière : voir caisse autonome de prévoyance et de retraite des industries de la construction électrique.

RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) : voir *Fillettes (rue des)*, voir *Haie Coq (rue de la)*, voir *Pilier (rue du)*, voir *Saint-Gobain (rue)*, voir vente (contrats de).

Rémunérations : congés payés : 47 ; déclarations des salaires : 46 ; impôts sur les salaires : 47 ; livre de paie : 40, 41, 42, 43, 44, 45.

RHONE PROGIL : voir *Landy (rue du)*, voir sous-embranchements.

ROLAND PROSILOR : voir *Cornillon (chemin du)*, voir sous-embranchements.

ROUSSET : voir *Cristino Garcia (rue)*, voir locations.

routes départementales : 52.

Route Nationale (RN) : 53.

S

Saint-Denis : 5, 20, 22, 25, 29, 52, 55, 56, voir *canal Saint-Denis*.

Saint-Gobain (rue) : voir *Aubervilliers* ; LONGOMÉTAL : 55 ; RÉALIMO : 61 ; voir RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) : 61.

SAVONRICE : voir *Fillettes (rue des)*, voir sous-embranchements.

Seine : 1, 17, 23, 52, voir *Plaine-Saint-Denis (La)*, voir *Aubervilliers*.

SIRLO : voir *Président Wilson (avenue du)*, voir sous-embranchements.

sociétés : AFFINERIE DE LA PLAINE, 60 ; AM, 60 ; ANCIENS ÉTABLISSEMENTS CIVET, POMMIER & C^{ie} : 1 ; ANCIENS ÉTABLISSEMENTS ENFER ET FILS : 18 ; ATELIERS AIR ET FEU : 18 ; BACHOLLE : 55 ; BASSEZ WATRELOT : 25 ; CARBOXYDE FRANÇAISE : 55 ; COGEDIM : 55 ; COMPAGNIE DE L'UNION : 24 ; COMPAGNIE DES EAUX : 17, 21 ; COMPAGNIE DU PHÉNIX : 24 ; Compagnie Française de Ferrailles (CFF) : 25 ; COMPTOIR INDUSTRIEL D'ÉTIRAGE ET PROFILAGE DES MÉTAUX : 25 ; COMPAGNIE L'ABEILLE : 24 ; CONSORTIUM DES ARTICLES MÉNAGERS (CAM) : 55 ; DAZON-LIÉNARD : 55 ; DOCKS DES ALCOOLS : 60 ; DUBOIS : 55 ; DUBREUCQ-FÉRUS : 57 ; DUMAS : 55 ; DUMONT : 57 ; ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (EDF) : 17, 21 ; ELIDA-GIBBS : 57 ; ENTREPRISE ALLIANCE : 19 ; ENTREPRISES LARDOT : 18 ; ERGER : 55 ; ÉTABLISSEMENTS LANCELLE ET LEFEVRE : 18 ; FIBRE DIAMOND : 55, 57 ; GALTIER FRÈRES, 27 ; GAZ DE FRANCE (GDF) : 21 ; GEORGES HELMINGER : 55 ; LA MONTJOIE : 60 ; LÉONARD PAUPIER : 23 ; LONGOMÉTAL : 55 ; NORD LUMIÈRE : 17 ; NOZAL : 25, 58 ; OXYDRIQUE BARDOT : 41 ; PARIS PRINT : 19 ; RÉALIMO : 61 ; RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) : 61 ; RHONE

PROGIL : 55 ; ROLAND PROSILOR : 55 ; ROUSSET : 58 ; SAVONRICE : 55 ; SIRLO : 55 ; SOCIÉTÉ BOFFY : 18 ; SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE (SCI) : 59, 61 ; SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE CHAUFFAGE ET FORCE MOTRICE : 17 ; SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE ET DE FORCE PAR L'ÉLECTRICITÉ : 17, 18 ; SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'EMBRANCHEMENTS INDUSTRIELS (SEI) : 20 ; SOCIÉTÉ DE LIVRAISON D'EMBALLAGES COMMERCIAUX (SLEC) : 55 ; SOCIÉTÉ DE MONTAGE INDUSTRIEL : 18 ; SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS (SPCI) : 59 ; SOCIÉTÉ DEGUIGNES : 48 ; SOCIÉTÉ FABRE : 48 ; SOCIÉTÉ FOSSIER ALLARD & C^{ie} : 18 ; SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SOINS ET DE PARFUMS (SFSP) : 57 ; SOCIÉTÉ JEUMONT-SCHNEIDER : 21 ; SOCIÉTÉ J. J. COULON : 18 ; SOCIÉTÉ LA FORGE DE VULCAIN : 18 ; SOCIÉTÉ LORRAINE DES ACIERS SPÉCIAUX (SOLAS) : 55 ; SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE DU NORD : 48 ; SOCIÉTÉ MIDON : 18 ; SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER (SNCF) : 25, 54 ; SOCIÉTÉ NICOD : 18 ; SOCIÉTÉ THÉVENOT ET HOCHET : 19 ; SOCOL : 48 ; SODEDAT : 61 ; SOFAL : 5 ; TAILLEUR FILS : 55 ; TRANSPORTS R. MICHAUX : 55 ; TUDOR : 23 ; UGINE-KHULMANN : 59 ; VIDAL CAMPREDONDE : 59.

SOCIÉTÉ BOFFY : voir *Président Wilson (avenue du)*.

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE (SCI) : voir *Fillettes (rue des)*, voir locations, voir vente (contrats de).

SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE CHAUFFAGE ET FORCE MOTRICE : voir *Président Wilson (avenue du)*.

SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE ET DE FORCE PAR L'ÉLECTRICITÉ : voir *Président Wilson (avenue du)*.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'EMBRANCHEMENTS INDUSTRIELS (SEI) : 20.

SOCIÉTÉ DE LIVRAISON D'EMBALLAGES COMMERCIAUX (SLEC) : voir *Fillettes (rue des)*, voir sous-embranchements.

SOCIÉTÉ DE MONTAGE INDUSTRIEL : voir *Président Wilson (avenue du)*.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS (SPCI) : voir *Cristino Garcia (rue)*, voir locations.

SOCIÉTÉ DEGUIGNES : voir liquidation judiciaire.

SOCIÉTÉ FABRE : voir liquidation judiciaire.

SOCIÉTÉ FOSSIER ALLARD & C^{ie} : voir *Président Wilson (avenue du)*.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SOINS ET DE PARFUMS (SFSP) : voir *Montjoie (rue de la)*.

SOCIÉTÉ JEUMONT-SCHNEIDER : voir *Montjoie (rue de la)*.

SOCIÉTÉ J. J. COULON : voir *Président Wilson (avenue du)*.

SOCIÉTÉ LA FORGE DE VULCAIN : voir *Président Wilson (avenue du)*.

SOCIÉTÉ LORRAINE DES ACIERS SPÉCIAUX (SOLAS) : voir *Montjoie (rue de la)*, voir sous-embranchements.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE DU NORD : voir liquidation judiciaire.

SOCIÉTÉ MIDON : voir *Président Wilson (avenue du)*.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER (SNCF) : 25 ; participations : 54.

SOCIÉTÉ NICOD : voir *Président Wilson* (avenue du).

SOCIÉTÉ THÉVENOT ET HOCHET : voir *Cristino Garcia* (rue), voir *Duchefdelaville* (impasse).

SOCOL : voir liquidation judiciaire.

SOEDAT : voir *Fillettes* (rue des), voir *Landy* (rue du), voir *Montjoie* (rue de la), voir vente (contrats de).

SOFAL : voir capital.

sous-embranchements : 55.

- voir BACHOLLE
- voir CARBOXYDE FRANÇAISE
- voir COGEDIM
- voir CONSORTIUM DES ARTICLES MÉNAGERS (CAM)
- voir DAZON-LIÉNARD
- voir DUBOIS
- voir DUMAS
- voir FIBRE DIAMOND
- voir GEORGES HELMINGER
- voir LONGOMÉTAL
- voir RHONE PROGIL
- voir ROLAND PROSILOR,
- voir SAVONRICE
- voir SIRLO
- voir SOCIÉTÉ DE LIVRAISON voir D'EMBALLAGES COMMERCIAUX (SLEC)
- voir SOCIÉTÉ LORRAINE DES ACIERS SPÉCIAUX (SOLAS)
- voir TAILLEUR FILS
- voir TRANSPORTS R. MICHAUX.

« squatters » : voir SOCIÉTÉ THÉVENOT ET HOCHET.

statuts : 1.

successions : voir capital.

T

TAILLEUR FILS : voir *Fillettes* (rue des), voir sous-embranchements.

TRANSPORTS R. MICHAUX : voir *Fillettes* (rue des), voir sous-embranchements.

TUDOR : 50.

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : voir locations.

U

UGINE-KHULMANN : voir *Pilier* (rue du), voir locations.

Union Nationale des Institutions de Retraite des Salariés (UNIRS) : voir association.

V

vente (contrats de) : AFFINERIE DE LA PLAINE : 60 ; AM : 60 ; DOCKS DES ALCOOLS : 60 ; LA MONTJOIE : 60 ; RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) : 61 ; RÉALIMO : 61, SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE (SCI) : 61 ; SOEDAT : 61.

VIDAL CAMPREDONDE : voir *Fillettes* (rue des), voir locations.

Z

Zone d'Activité Commerciale (ZAC) : voir SOEDAT.